

Municipalité de Godmanchester

Rapport financier consolidé

31 décembre 2024

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Canton de Godmanchester | 69060 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jacinthe Murphy, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Canton de Godmanchester pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date 19 septembre 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Godmanchester**

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Godmanchester** et de ses organismes contrôlés et partenariats (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserves » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Godmanchester** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

Dans le cadre de l'application au 1^{er} janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La municipalité n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Les états financiers du groupe englobent les opérations financières de la municipalité et celles de la régie. Ainsi, les comptes de la municipalité et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part de 7,72 % revenant à la municipalité. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les opérations financières de la régie pour les exercices terminés le 31 décembre 2024, les éléments pertinents de la documentation des travaux d'audit sur les informations financières de la composante n'étant pas disponibles. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient dû être apportés aux produits, aux charges, aux actifs, aux passifs, à l'excédent de l'exercice et à l'excédent accumulé.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

De plus, la municipalité a comptabilisé au cours de l'exercice, des droits sur les carrières et sablières au montant de 56 427 \$. Comme la municipalité n'a pas mis en place les mesures de contrôle lui permettant de s'assurer de l'exactitude des déclarations produites par les exploitants, il ne nous a pas été possible de nous assurer de l'intégralité des revenus inscrits au rapport financier. En conséquence, nous n'avons pu déterminer si les montants des droits en cause, de l'excédent de fonctionnement de l'exercice, de l'actif, du passif et de l'excédent accumulé auraient dû faire l'objet d'ajustement.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Godmanchester** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.

BCGO S.E.N.C.R.L.

Vaudreuil-Dorion, le 19 septembre 2025

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no.A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023 Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	1 428 867	1 502 345	1 388 417
Compensations tenant lieu de taxes	2		432	409
Quotes-parts	3			
Transferts	4	498 891	702 242	670 141
Services rendus	5	101 328	90 483	86 322
Imposition de droits	6	46 500	95 567	36 509
Amendes et pénalités	7	2 000	1 385	579
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 600	18 271	14 066
Autres revenus	10	46 000	291 798	1 537
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 127 186	2 702 523	2 197 980
Charges				
Administration générale	14	480 657	548 396	598 929
Sécurité publique	15	462 778	474 200	437 109
Transport	16	534 469	700 949	720 384
Hygiène du milieu	17	262 905	334 848	253 847
Santé et bien-être	18	3 323	8 726	3 250
Aménagement, urbanisme et développement	19	91 732	83 655	50 982
Loisirs et culture	20	85 886	65 246	70 004
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 769	5 002	5 392
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 926 519	2 221 022	2 139 897
Excédent (déficit) lié aux activités	25	200 667	481 501	58 083
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		4 534 162	4 481 497
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			(5 418)
Solde redressé	28		4 534 162	4 476 079
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		5 015 663	4 534 162

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	620 827	439 280
Débiteurs (note 5)	2	732 443	961 586
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	311 498	303 900
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	1 664 768	1 704 766
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 665	128
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	347 695	332 713
Revenus reportés (note 11)	12	61 127	301 759
Dette à long terme (note 12)	13	153 192	171 246
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	565 679	805 846
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	1 099 089	898 920
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 885 139	3 588 854
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	30 496	46 388
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	939	
	23	3 916 574	3 635 242
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	5 015 663	4 534 162
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	5 015 663	4 534 162
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	5 015 663	4 534 162

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2024	2024	2023 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	200 667	481 501	58 083
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	190 867)(	564 733)(	253 798)
Produit de cession	3		4 550	
Amortissement	4		264 883	236 717
(Gain) perte sur cession	5		(985)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(190 867)	(296 285)	(17 081)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		15 892	2 742
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(939)	735
	13		14 953	3 477
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	9 800	200 169	44 479
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		898 920	859 859
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			(5 418)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		898 920	854 441
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		1 099 089	898 920

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	481 501	58 083
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	264 883	236 717
Autres			
▪ Gain sur cession d'immo	3.1	(985)	
	4	745 399	294 800
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	229 143	(74 180)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	14 982	131 055
Revenus reportés	8	(240 632)	52 859
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	15 892	2 742
Autres actifs non financiers	12	(939)	735
	13	763 845	408 011
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	564 733)(	253 798)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	4 550	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(560 183)	(253 798)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	311 498)(	303 900)
Cession	22	303 900	300 000
	23	(7 598)	(3 900)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25 (	18 054)(	13 856)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 537	128
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	(14 517)	(13 728)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	181 547	136 585
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	438 826	308 113
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	454	(5 418)
Solde redressé	33	439 280	302 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	620 827	439 280

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Godmanchester est un organisme municipal constitué et régie en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

Le 29 mars 2023, la Commission municipale du Québec a recommandé à la ministre des Affaires municipales d'adopter un arrêté ministériel conformément à l'article 46.2 de la Loi sur la Commission municipale assujettissant la municipalité au contrôle de la Commission, dans la mesure prévue aux paragraphes g et g.1 de l'article 48 de cette Loi. En effet, à la suite de son enquête, la Direction des enquêtes et des poursuites en intégrité municipale a conclu que plusieurs contraventions au Code municipal du Québec ont eu cours et qu'elles ont pour effet de porter préjudice à la municipalité en affectant son bon fonctionnement et en fragilisant le rempart devant exister entre l'administration et le politique. Étant donné l'ampleur des contraventions, la Commission a conclu que la situation correspond à un cas grave de mauvaise gestion.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon.

Les comptes de la municipalité et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Municipalité de Godmanchester excluant l'organisme qu'elle contrôle.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon pour l'exercice est de 7.72 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 8,98 % en début d'exercice à 8.89 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Revenus reportés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	- 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	- 15, 20 et 40 ans
Véhicules	- 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception ;
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice ;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des amendes et pénalités et des mutations) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer) et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 620 827	439 280
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 620 827	439 280
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 620 827	439 280
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 453 818	439 280
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9 161 649	96 551
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11 213 912	566 699
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12 296 797	254 128
Organismes municipaux	13 12 990	
Autres		
▪ Droits de mutation et divers	14.1 47 095	44 208
	15 732 443	961 586
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23 103 324	80 618
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24 35 100	372 099
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26 75 488	113 982
	27 213 912	566 699

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	311 498	303 900
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	311 498	303 900
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Placements de portefeuille comptabilisés au coût ou au coût après amortissement :

- Autres placements – Certificats de placements garantis : 311 498 \$

Au 31 décembre 2024, la juste valeur des placements de portefeuille comptabilisés au coût ou au coût après amortissement est de 311 498 \$ (303 900 \$ en 2023).

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit au montant de 400 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel (5.45 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2024 et 2023, cette marge de crédit était inutilisée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon dispose d'une marge de crédit d'une limite de crédit de 50 000 \$ et d'une carte de crédit d'une limite de crédit de 5 000 \$. Toutes deux portent intérêt au taux de 10,45 %. Au 31 décembre 2024, les soldes non utilisés étaient respectivement de 4 489 \$ et de 3060 \$, soit des quotes-parts revenant à la municipalité de 347 \$ et 236 \$.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	147 550	271 586
Salaires et avantages sociaux	44	76 037	40 564
Dépôts et retenues de garantie	45	59 138	11 803
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Organismes municipaux	47.1	64 532	6 899
▪ Autres	47.2	438	
▪ Taxes à la consommation	47.3		1 861
	48	347 695	332 713

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	4 282	7 134
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	56 427	289 350
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Location de glace	62.1	418	5 275
	63	61 127	301 759

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externes s'élèvent à 56 427 \$ (2023 – 289 350 \$) pour le Fonds – Réfection et entretien de certaines voies publiques.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,69	3,50	2032	2042	64	153 192	171 246
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	153 192	171 246
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	153 192	171 246

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		14 036			14 036
2026	74		14 434			14 434
2027	75		14 931			14 931
2028	76		15 220			15 220
2029	77		15 745			15 745
2030 et plus	78		78 826			78 826
	79		153 192			153 192
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		153 192			153 192

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices excluent les refinancements qui devront être réalisés aux échéances suivantes :

- 2027 : 109 791 \$

Total : 109 791 \$

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	14 748
Régimes de retraite des élus municipaux	89	6 089
	90	5 285
	20 837	5 285

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101				
Eaux usées	102	465 924			465 924
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	2 529 455	720 360		3 249 815
Autres					
▪ Autres	104.1	29 199			29 199
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 128 007	79 225		1 207 232
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 402 561		17 825	1 384 736
Ameublement et équipement de bureau	109	18 897			18 897
Machinerie, outillage et équipement divers	110	402 343	13 599		415 942
Terrains	111	34 045			34 045
Autres	112				
	113	6 010 431	813 184	17 825	6 805 790
Immobilisations en cours	114	248 451	(248 451)		
	115	6 258 882	564 733	17 825	6 805 790
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116				
Eaux usées	117	151 425	11 648		163 073
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 057 680	142 324		1 200 004
Autres					
▪ Autres	119.1	10 935	1 169		12 104
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	633 589	20 859		654 448
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	676 900	51 249	14 260	713 889
Ameublement et équipement de bureau	124	14 414	3 288		17 702
Machinerie, outillage et équipement divers	125	125 085	34 346		159 431
Autres	126				
	127	2 670 028	264 883	14 260	2 920 651
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	3 588 854			3 885 139
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Divers	143.1	939
Autres		
▪	144.1	
	145	939

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, concernant des contrats relatifs à l'enlèvement, le transport, le tri et le conditionnement et à l'élimination des matières résiduelles, la municipalité s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 148 148 \$. Les montants qui seront versés au cours du prochain exercice sont estimés à 148 148 \$.

20. Droits contractuels**Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon a signé une entente avec Promutuel Haut-Saint-Laurent selon laquelle Promutuel s'est engagé à verser 200 000 \$ sur 20 ans. Au cours des années précédentes, la régie a reçu une somme de 135 000 \$. Une somme de 10 000 \$ est à recevoir au 31 décembre 2024 et une somme de 55 000 \$ sera reçue au cours des années subséquentes à raison de 10 000 \$ par année.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

Les états financiers de la Régie de la patinoire de Huntingdon ont été redressés au 1er janvier 2023. La quote-part revenant à la municipalité dans ces redressements s'établit de la façon suivante:

Trésorerie	454 \$
Débiteurs	240
Immobilisations	232
Emprunt temporaire	(128)
Fournisseurs	(1 670)
Revenus reportés	(5 275)
Excédents	5 418

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Revenus	(607)
Charges	1 336

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des amendes et pénalités et des mutations), aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les amendes et pénalités et les mutations, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	440 457	673 756
En souffrance :		
de 30 à 60 jours	317	505
de 60 à 90 jours	-	(107)
plus de 90 jours	(257)	1 757
	440 517	675 911
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	440 517	675 911

La municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est correctement évaluée pour couvrir le risque de non-paiement.

Placements de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. L'organisme municipal considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	3 665	-	-	-	3 665
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	301 057	-	-	-	301 057
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-
Dettes	14 036	44 585	27 345	67 226	153 192
	318 758	44 585	27 345	67 226	457 914

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	128	-	-	-	128
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	188 204	-	-	-	188 204
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-
Dettes	17 381	39 255	78 710	35 900	171 246
	205 713	39 255	78 710	35 900	359 578

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses placements jusqu'à l'échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
			618 344
Trésorerie et équivalents de trésorerie			618 344
Placements de portefeuille	311 498	-	311 498
Passifs financiers			
Emprunts	3 665	-	3 665
Dettes	153 192	-	153 192

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
			432 638
Trésorerie et équivalents de trésorerie			432 638
Placements de portefeuille	303 900	-	303 900
Passifs financiers			
Emprunts	128	-	128
Dettes	171 246	-	171 246

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 7 730 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (5 652 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenaires		
Revenus								
Fonctionnement								
1 Taxes	1 388 417	1 428 867	1 502 345	1 502 345			1 502 345	
2 Compensations tenant lieu de taxes	409		432	432			432	
3 Quotes-parts						11 445	11 445	
4 Transferts	421 066	498 891	508 219	508 219			508 219	
5 Services rendus	62 147	76 417	69 939	69 939			69 939	
6 Imposition de droits	36 509	46 500	95 567	95 567		20 544	90 483	
7 Amendes et pénalités	579	2 000	1 385	1 385			95 567	
8 Revenus de placements de portefeuille							1 385	
9 Autres revenus d'intérêts	14 066	3 600	18 271	18 271			18 271	
10 Autres revenus	1 537	46 000	2 448	2 448			2 448	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	1 924 730	2 102 275	2 198 606	2 198 606		31 989	2 219 150	
Investissement								
13 Taxes								
14 Quotes-parts						3 862	3 862	
15 Transferts	249 075		194 023	194 023			194 023	
16 Imposition de droits								
17 Autres revenus								
18 Contributions des promoteurs								
19 Autres								
20 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenaires commerciaux								
21 Effet net des opérations de restructuration	249 075		483 373	483 373			483 373	
22	2 173 805	2 102 275	2 681 979	2 681 979		35 851	2 702 523	
Charges								
23 Administration générale	584 207	480 657	535 019	535 019	13 377		548 396	
24 Sécurité publique	406 733	462 778	443 824	443 824	30 376		474 200	
25 Transport	558 198	534 489	502 142	502 142	198 807		700 949	
26 Hygiène du milieu	242 199	262 905	323 200	323 200	11 648		334 848	
27 Santé et bien-être	3 250	3 323	8 726	8 726			8 726	
28 Aménagement, urbanisme et développement	50 982	91 732	83 655	83 655			83 655	
29 Loisirs et culture	36 489	62 519	38 069	38 069		42 484	65 246	
30 Réseau d'électricité								
31 Frais de financement	3 490	3 225	3 225	3 225		1 777	5 002	
32 Effet net des opérations de restructuration								
33 Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	218 932		254 208	254 208			254 208	
34	2 104 480	1 901 608	2 192 068	2 192 068		44 261	2 221 022	
35	69 325	200 667	489 911	489 911		(8 410)	481 501	
Excédent (déficit) lié aux activités								
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenaires.								

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités							
Moins : revenus d'investissement	1	69 325	200 667	489 911	(8 410)	481 501	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	2	(249 075)	()	(483 373)	3 862	(483 373)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES	3	(179 750)	200 667	6 538	(12 272)	(1 872)	
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	218 932		254 208	10 675	264 883	
Produit de cession	5			4 550		4 550	
(Gain) perte sur cession	6			(985)		(985)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
Propriétés destinées à la revente	8	218 932		257 773	10 675	268 448	
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 400)	(9 800)	(9 800)	(8 254)	(18 054)	
	18	(9 400)	(9 800)	(9 800)	(8 254)	(18 054)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	()	(190 867)	(6 927)	(2 809)	(9 736)	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	55 000					
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 500)		(2 500)		(2 500)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	52 500	(190 867)	(9 427)	(2 809)	(12 236)	
	26	262 032	(200 667)	238 546	(388)	238 158	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	82 282	245 084	245 084	(12 660)	236 286	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	249 075	483 373	3 862	483 373
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(7 235)	(39 289)	()	(39 289)
Sécurité publique	3	()	(11 309)	()	(11 309)
Transport	4	(241 840)	(507 464)	()	(507 464)
Hygiène du milieu	5	()	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	(6 671)	(6 671)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()	()	()
	11	(249 075)	(558 062)	(6 671)	(564 733)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Emission ou acquisition	13	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14				
Affectations					
Activités de fonctionnement	15		6 927	2 809	9 736
Excédent accumulé	16		79 491		79 491
Excédent de fonctionnement non affecté	17				
Excédent de fonctionnement affecté	18				
Réserves financières et fonds réservés	19		86 418	2 809	89 227
	20	(249 075)	(471 644)	(3 862)	(475 506)
	21		11 729		7 867
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2023		2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	432 943	618 648	2 179	620 827
Débiteurs (note 5)	2	952 421	727 625	9 066	732 443
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	303 900	311 498		311 498
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	1 689 264	1 657 771	11 245	1 664 768
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			3 665	3 665
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	328 749	338 350	9 345	347 695
Revenus reportés (note 11)	12	296 484	60 709	4 666	61 127
Dettes à long terme (note 12)	13	98 900	89 100	64 092	153 192
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	724 133	488 159	81 768	565 679
	17	965 131	1 169 612	(70 523)	1 099 089
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	3 432 333	3 732 622	152 517	3 885 139
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	44 499	28 701	1 795	30 496
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22		939		939
	23	3 476 832	3 762 262	154 312	3 916 574
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	867 765	896 087	(5 124)	890 963
Excédent de fonctionnement affecté	25	235 765	384 765		384 765
Réserves financières et fonds réservés	26	5 000	7 500	488	7 988
Depenses constatées à taxer ou à pourvoir	27				
Financement des investissements en cours	28				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	3 333 433	3 643 522	88 425	3 731 947
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	4 441 963	4 931 874	83 789	5 015 663
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023 Redressé note 24
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	463 077	468 865	479 718	390 779
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	81 891	87 690	89 169	62 308
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	24 400	22 382	22 382	22 892
Autres biens et services	8	1 083 096	1 043 550	1 063 027	1 042 712
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	3 225	3 225	5 002	5 392
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	235 719	244 721	229 414	236 323
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		254 208	264 883	236 717
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	10 200	67 427	67 427	9 774
Réclamation dommages et intérêts	21.2				133 000
	22	1 901 608	2 192 068	2 221 022	2 139 897

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	890 963	875 296
Excédent de fonctionnement affecté	2	384 765	235 765
Réserves financières et fonds réservés	3	7 988	5 493
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)	( 3 593)
Financement des investissements en cours	5		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 731 947	3 421 201
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	5 015 663	4 534 162
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	896 087	867 765
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(5 124)	7 531
	11	890 963	875 296
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Honoraire d'avocat (MRF)	12.1	8 041	8 041
▪ Voirie	12.2	192 903	117 903
▪ Schéma de risque	12.3	31 000	31 000
▪ Borne fontaine	12.4	4 821	4 821
▪ Camion incendie	12.5	148 000	74 000
	13	384 765	235 765
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	384 765	235 765

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Solde disponible des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	488
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	7 500
Autres		
▪	30.1	
	31	7 988
	32	5 493
	7 988	5 493

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Mesure relative à la COVID-19	51 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()(
Autres		
▪	54.1 ()(
	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()(
		3 593

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 ()	()
	66	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	3 885 139
Propriétés destinées à la revente	68	3 588 854
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	3 885 139
Ajustements aux éléments d'actif	73	3 588 854
	74	3 885 139
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	153 192)(
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 ()(
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	3 593
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (	153 192)(
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()(
	82 (	153 192)(
	83	3 731 947
		3 421 201

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	()(
Rendement espéré des actifs	33		
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La comptabilisation des coûts des régimes de retraite aux bénéficiaires des employés de la municipalité est basée sur les déboursés aux fins de capitalisation des régimes. Pour la municipalité, la cotisation totale annuelle pour couvrir les cotisations des participants au régime est de 3% du salaire des employés.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	14 748
Autres régimes	115	
	116	14 748

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7

Description du régime

Le 1er juillet 2008, la municipalité a adhéré au Régime de retraite des employés municipaux du Québec. Pour le volet à prestations déterminées du RREMQ, il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Compte tenu de cette contrainte, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était entièrement à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante, relativement à ce régime de retraite, correspond aux contributions payables par elle pour cet exercice pour le volet à prestations déterminées autant que pour le volet à cotisations déterminées. Le taux de contribution de la ville est de 16,210% du salaire brut versé à l'employé.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	1 807	1 568
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	6 089	5 285
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	6 089	5 285

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 234 894	1 237 813	1 191 683
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 234 894	1 237 813	1 191 683
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	10 880	10 406	8 809
Égout	13	12 020	11 938	12 857
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	158 184	158 000	155 047
Autres				
▪ Canalisation rue Bergeron	16.1		(705)	162
▪ Cours d'eau	16.2		63 991	63 991
Centres d'urgence 9-1-1	17		7 888	6 969
Service de la dette	18	12 889	13 014	12 890
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	193 973	264 532	196 734
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	193 973	264 532	196 734
	27	1 428 867	1 502 345	1 388 417

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	432	432	409
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	432	432	409
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	432	432	409

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	5 124	5 124	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	5 000	29 164	29 164
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	338 999	339 642	339 183
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	4 673		4 673
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social		75		
Autres		76		
Sécurité du revenu		77		
Autres		78		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		79		
Rénovation urbaine		80		
Promotion et développement économique		81		
Autres		82		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		83	27 900	
Activités culturelles				
Bibliothèques		84		
Autres		85		
Réseau d'électricité				
		86		
		87		
	376 572	373 930	373 930	343 856

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88	39 289	39 289	7 235
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	154 734	154 734	241 840
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	194 023	194 023	249 075

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	12 990	12 990	21 659
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	11 345	35 898	31 219
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	110 974	79 574	24 332
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	5 827	5 827	
	139	122 319	134 289	77 210
TOTAL DES TRANSFERTS	140	498 891	702 242	670 141

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147			
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174	16 725	12 649	12 649
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178	16 725	12 649	12 649
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			23 568
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			23 568
Réseau d'électricité	183			
	184	16 725	12 649	12 649
				23 568

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	1 000	40	1 572
	188	1 000	40	1 572
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	3 000		2 428
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	3 000		2 428
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	17 800	17 760	17 760
Enlèvement de la neige	196	33 792	35 256	36 116
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	51 592	53 016	53 876
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206	3 000	3 044	2 939
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	1 100	1 190	1 332
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	4 100	4 234	4 271

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225		20 544	607
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227			
	228		20 544	607
Réseau d'électricité	229			
	230	59 692	57 290	77 834
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	76 417	69 939	86 322

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	6 500	4 915	5 276
Droits de mutation immobilière	233	40 000	90 652	31 233
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	46 500	95 567	36 509
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	2 000	1 385	579
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	3 600	18 271	14 066
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		985	985
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	46 000	290 813	1 537
	250	46 000	291 798	1 537
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
1	76 502	80 276		80 276	80 276	58 102
2	32 114	34 491		34 491	34 491	
3	249 091	293 120	13 377	306 497	306 497	417 727
4	34 931	34 856		34 856	34 856	35 037
5						
Autres						
▪ Autres	88 019	92 276		92 276	92 276	88 063
7	480 657	535 019	13 377	548 396	548 396	598 929
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
8	227 753	235 642		235 642	235 642	220 418
Sécurité incendie						
9						
Premiers répondants						
10	235 025	208 182	30 376	238 558	238 558	216 691
Autres						
11						
Sécurité civile						
12						
Autres						
13	462 778	443 824	30 376	474 200	474 200	437 109
TRANSPORT						
Réseau routier						
14	222 637	210 619	198 807	409 426	409 426	400 396
Voiture municipale						
15	248 565	228 950		228 950	228 950	255 460
Enlèvement de la neige						
16	9 000	11 017		11 017	11 017	9 252
Éclairage des rues						
17	23 000	20 288		20 288	20 288	16 717
Circulation et stationnement						
Transport collectif						
18	31 267	31 268		31 268	31 268	38 559
Transport en commun						
19						
Transport aérien						
20						
Transport par eau						
21						
Autres						
22	534 469	502 142	198 807	700 949	700 949	720 384

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	10 880	9 568		9 568	9 568	10 879
Réseau de distribution de l'eau potable						
Traitement des eaux usées	16 520	15 858	11 648	27 506	27 506	26 600
Réseaux d'égout						
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	89 345	85 562		85 562	85 562	84 673
Élimination	56 764	54 264		54 264	54 264	50 080
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	37 937	37 945		37 945	37 945	32 972
Tri et conditionnement	16 162	16 137		16 137	16 137	15 106
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement						
Matériaux secs						
Autres	2 417	4 511		4 511	4 511	2 637
Plan de gestion						
Autres						
Cours d'eau	30 955	97 430		97 430	97 430	28 974
Protection de l'environnement						
Autres	1 925	1 925		1 925	1 925	1 926
	262 905	323 200	11 648	334 848	334 848	253 847
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social						
Autres						
Sécurité du revenu	3 323	8 726		8 726	8 726	3 250
Autres	3 323	8 726		8 726	8 726	3 250

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
46 Aménagement, urbanisme et zonage	85 006	73 606		73 606	73 606	41 076
Rénovation urbaine						
47 Biens patrimoniaux						
48 Autres biens						
Promotion et développement économique						
49 Industries et commerces	6 646	6 646		6 646	6 646	6 498
50 Tourisme	80	3 403		3 403	3 403	3 408
51 Autres						
52 Autres						
53	91 732	83 655		83 655	83 655	50 982
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
54 Centres communautaires						
55 Patinoires intérieures et extérieures	12 145	15 707		15 707	42 884	44 864
56 Piscines, plages et ports de plaisance						
57 Parcs et terrains de jeux						
58 Parcs régionaux	11 875	11 875		11 875	11 875	12 026
59 Expositions et foires						
60 Autres	10 200	3 436		3 436	3 436	9 774
61	34 220	31 018		31 018	58 195	66 664
Activités culturelles						
62 Centres communautaires						
63 Bibliothèques						
64 Patrimoine						
Musées et centres d'exposition						
65 Autres ressources du patrimoine	28 299	7 051		7 051	7 051	3 340
66 Autres	28 299	7 051		7 051	7 051	3 340
67	62 519	38 069		38 069	65 246	70 004
68						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts		3 225				5 392
Autres frais	70				3 225	
	71					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73					
	74	3 225	3 225	3 225	3 225	5 002
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS						
	76		254 208 (		254 208)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Canton de Godmanchester | 69060 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	479 145	479 145	241 840
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 990	71 990	7 235
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	6 927	13 598	4 723
Terrains	20			
Autres	21			
	22	558 062	564 733	253 798

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Autres infrastructures	5	479 145	479 145	241 840
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	78 917	85 588	11 958
	12	558 062	564 733	253 798

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	98 900		9 800	89 100
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	72 346		8 254	64 092
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	171 246		18 054	153 192
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
	16				
Autres	17				
	18				
	19	171 246		18 054	153 192
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	171 246		18 054	153 192

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	89 100
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	89 100
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	55 685
Endettement net à long terme	14	144 785
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	57 462
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	202 247
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	202 247
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	34 631	34 631	34 898
Autres	3	88 019	88 019	88 062
Sécurité publique				
Police	4	524	525	532
Sécurité incendie	5	7 002	7 002	6 932
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	31 267	31 268	38 559
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	7 068	7 068	7 950
Cours d'eau	13	16 755	18 570	16 756
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	1 925	1 925	1 926
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17	3 323	3 323	3 250
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	11 860	11 860	12 186
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	6 726	10 049	9 906
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	23 320	27 182	12 026
Activités culturelles	23	3 299	3 299	3 340
Réseau d'électricité				
	24			
	25	235 719	244 721	229 414
				236 323

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	558 062	249 075
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	558 062	249 075

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1,45	32,00	2 413,07	*****	*****	*****
Professionnels	0,86	32,00	1 424,44	*****	*****	*****
Cols blancs	1,02	32,00	1 697,05	*****	*****	*****
Cols bleus	2,34	32,00	3 896,56	*****	*****	*****
Policiers						
Pompiers	1,07	32,00	1 787,50	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
			11 218,62	*****	8 920	68 471
Élus	6,74			59 551	*****	*****
	7,00			*****	*****	*****
	13,74			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable					
Traitement des eaux usées					
Réseaux d'égout					
Autres					
	480 077	121 432	72 591	28 142	702 242
	480 077	121 432	72 591	28 142	702 242

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11		
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18		
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	3 225	3 490
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	3 225	3 490
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 225	3 490

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Pierre Poirier	1.1 Maire	12 480	6 240	6 513	3 257
Jean-Maurice Daoust	1.2 Conseiller	4 180	2 059		
Marie Galipeau	1.3 Conseiller	4 180	2 059		
Michel Duhème	1.4 Conseiller	4 180	2 059		
Alyssa Leblanc	1.5 Conseiller	4 180	2 059		
Judith Fouquet	1.6 Conseiller	4 180	2 059		
Sylvie Lemay	1.7 Conseiller	4 180	2 059		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI **NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ 56 427 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 338 988 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 193 694 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ 24 286 \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 196 645 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 220 931 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 414 625 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

65,17%. Les dépenses d'entretien palliatif des chemins ont été inférieures d'environ 30 000\$ par rapport aux dépenses prévues au budget.

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-01-13-010

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-01-13

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2022-04-04-086

b) Date d'adoption de la résolution 86 2022-04-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 542

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 358

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4

5

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-10-01

Nom du signataire : Jacinthe Murphy

Fonction du signataire : Directrice générale adjointe

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-09-26 10:50

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement	1	1 924 730	2 102 275	2 198 606	31 989	2 219 150	
Investissement	2	249 075		483 373	3 862	483 373	
	3	2 173 805	2 102 275	2 681 979	35 851	2 702 523	
Charges	4	2 104 480	1 901 608	2 192 068	44 261	2 221 022	
Excédent (déficit) lié aux activités	5	69 325	200 667	489 911	(8 410)	481 501	
Moins : revenus d'investissement	6	(249 075)	()	483 373	3 862	483 373	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(179 750)	200 667	6 538	(12 272)	(1 872)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	218 932		254 208	10 675	264 883	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10	(9 400)	9 800	(9 800)	8 254	18 054	
Affectations							
Activités d'investissement	11	()	190 867	6 927	2 809	9 736	
Excédent (déficit) accumulé	12	52 500		(2 500)		(2 500)	
Autres éléments de conciliation	13			3 565		3 565	
	14	262 032	(200 667)	238 546	(388)	238 158	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	82 282		245 084	(12 660)	236 286	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
			Total consolidé	
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	432 943	618 648	620 827
Débiteurs	2	952 421	727 625	961 586
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	303 900	311 498	311 498
Autres	5			303 900
	6	1 689 264	1 657 771	1 664 768
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			3 665
Créditeurs et charges à payer	9	328 749	338 350	347 695
Revenus reportés	10	296 484	60 709	61 127
Dette à long terme	11	98 900	89 100	153 192
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	724 133	488 159	565 679
Actifs financiers nets (dette nette)	15	965 131	1 169 612	1 099 089
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	3 432 333	3 732 622	3 885 139
Autres	17	44 499	29 640	31 435
	18	3 476 832	3 762 262	3 916 574
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	867 765	896 087	890 963
Excédent de fonctionnement affecté	20	235 765	384 765	384 765
Réserves financières et fonds réservés	21	5 000	7 500	7 988
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	()	()	()
Financement des investissements en cours	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	3 333 433	3 643 522	3 731 947
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	4 441 963	4 931 874	5 015 663
				4 534 162

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Honoraire d'avocat (MRF)	1.1	8 041
▪ Voirie	1.2	192 903
▪ Schéma de risque	1.3	31 000
▪ Borne fontaine	1.4	4 821
▪ Camion incendie	1.5	148 000
	2	384 765
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	235 765
	4	384 765
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	5.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	
Organismes contrôlés et partenariats	8	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	
Organismes contrôlés et partenariats	10	488
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	7 500
Autres		
▪	14.1	
	15	7 988
	16	392 753
		5 493
		241 258

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	89 100
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	202 247

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024 Total consolidé	2023 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	64 092	72 346
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	89 100	98 900
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	153 192	171 246

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Réalizations 2023 Administration municipale	Budget 2024 Administration municipale	Réalizations 2024 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 388 417	1 428 867	1 502 345	1 502 345
Compensations tenant lieu de taxes	13	409		432	432
Quotes-parts	14				
Transferts	15	421 066	498 891	508 219	508 219
Services rendus	16	62 147	76 417	69 939	90 483
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	37 088	48 500	96 952	96 952
Autres	18	15 603	49 600	20 719	20 719
	19	1 924 730	2 102 275	2 198 606	2 219 150
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	249 075		194 023	194 023
Autres	23			289 350	289 350
	24	249 075		483 373	483 373
	25	2 173 805	2 102 275	2 681 979	2 702 523

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
1 Administration générale	480 657	535 019	13 377	548 396	548 396	598 929
Sécurité publique						
2 Police	227 753	235 642		235 642	235 642	220 418
3 Sécurité incendie	235 025	208 182	30 376	238 558	238 558	216 691
4 Autres						
Transport						
5 Réseau routier	503 202	470 874	198 807	669 681	669 681	681 825
6 Transport collectif	31 267	31 268		31 268	31 268	38 559
7 Autres						
Hygiène du milieu						
8 Eau et égout	27 400	25 426	11 648	37 074	37 074	37 479
9 Matières résiduelles	202 625	198 419		198 419	198 419	185 468
10 Autres	32 880	99 355		99 355	99 355	30 900
11 Santé et bien-être	3 323	8 726		8 726	8 726	3 250
Aménagement, urbanisme et développement						
12 Aménagement, urbanisme et zonage	85 006	73 606		73 606	73 606	41 076
13 Promotion et développement économique	6 726	10 049		10 049	10 049	9 906
14 Autres						
Loisirs et culture						
15 Réseau d'électricité	62 519	38 069		38 069	65 246	70 004
16 Frais de financement	3 225	3 225		3 225	5 002	5 392
17 Effet net des opérations de restructuration						
18						
19	1 901 608	1 937 860	254 208	2 192 068	2 221 022	2 139 897
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés						
20		254 208 (	254 208)			
21	1 901 608	2 192 068		2 192 068	2 221 022	2 139 897

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	249 075	483 373	3 862	483 373
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	249 075)(	558 062)(	6 671)(	564 733)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ())))
Financement à long terme des activités d'investissement	4				
Affectations					
Activités de fonctionnement	5		6 927	2 809	9 736
Excédent accumulé	6		79 491		79 491
	7	(249 075)	(471 644)	(3 862)	(475 506)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		11 729		7 867

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14